

toekenning van de subsidie niet naleeft, kan de betaling van de subsidie worden opgeschort en kunnen de bedragen die reeds betaald werden, worden teruggevorderd.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling*

Art. 42. Het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 43. De Minister kan in het besluit tot toekenning van de subsidie zuiver procedurele voorwaarden toevoegen, die vereist worden voor de transparantie, de bekendmaking en de informatie van de toegekende subsidies.

Art. 44. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 31 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1)

Art. 45. Treden in werking op de dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit:

1° de artikelen D.365 tot D.369 en D.371 tot D.378 van het Waalse Landbouwwetboek;

2° de hoofdstukken 2 en 3 van Titel XII van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 47. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204521]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, et 39, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets du 27 mars 2014 et du 11 mars 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Énergie, donné le 8 mai 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales adopté le 8 juin 2017;

Vu l'avis 61666/4 du Conseil d'État, donné le 5 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 3 avril 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article 1^{er bis} est ajouté à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération libellé comme suit :

« Art. 1^{bis}. Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition partielle de la Directive (UE) 2015/1513 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 modifiant la Directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont introduites les deux définitions suivantes :

22° « résidu de transformation » : une substance qui ne constitue pas le ou les produits finaux qu'un processus de production tend directement à obtenir; il ne s'agit pas de l'objectif premier du processus de production et celui-ci n'a pas été délibérément modifié pour l'obtenir;

23° « résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture » : les résidus qui sont directement générés par l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture; ils n'incluent pas les résidus issus d'industries connexes ou de la transformation.

Art. 3. Dans l'article 17/2 du même arrêté tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation par un producteur d'électricité verte de bioliquides est d'au moins 60 pourcent pour les bioliquides produits dans des installations entrant en service après le 5 octobre 2015. Une installation de production de biocarburants ou de bioliquides est considérée comme étant en service si la production physique de biocarburants ou de bioliquides y a eu lieu.

Dans le cas d'installations de production de biocarburants ou de bioliquides qui étaient en service le 5 octobre 2015 ou avant, aux fins visées au paragraphe 1, la réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation de bioliquides est d'au moins 35 pourcent jusqu'au 31 décembre 2017 et d'au moins 50 pourcent à compter du 1^{er} janvier 2018. »;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 4. Dans l'annexe 3 du même arrêté, dans la partie C, le point 7 est remplacé par ce qui suit :

« 7 Les émissions annualisées résultant de modifications des stocks de carbone dues à des changements dans l'affectation des sols (el) sont calculées en divisant le total des émissions de façon à les distribuer en quantités égales sur vingt ans. Pour le calcul de ces émissions, la formule suivante est appliquée:

$$e_1 = (CS_R - CS_A) \times 3,664 \times 1/20 \times 1/P - e_{B-}^{(1)} -$$

où

e_1 = les émissions annualisées de gaz à effet de serre résultant de modifications des stocks de carbone dues à des changements dans l'affectation des sols [exprimées en masse (en grammes) d'équivalent CO₂ par unité d'énergie produite par un biocarburant ou un bioliquide (en mégajoules)]. Les "terres cultivées" ⁽²⁾ et les "cultures pérennes" ⁽³⁾ sont considérées comme une seule affectation des sols;

CS_R = le stock de carbone par unité de surface associé à l'affectation des sols de référence [exprimé en masse (en tonnes) de carbone par unité de surface, y compris le sol et la végétation]. L'affectation des sols de référence est l'affectation des sols en janvier 2008 ou 20 ans avant l'obtention des matières premières, si cette date est postérieure;

CS_A = le stock de carbone par unité de surface associé à l'affectation réelle des sols [exprimé en masse (en tonnes) de carbone par unité de surface, y compris le sol et la végétation]. Dans les cas où le carbone s'accumule pendant plus d'un an, la valeur attribuée à CS_A est le stock estimé par unité de surface au bout de vingt ans ou lorsque les cultures arrivent à maturité, si cette date est antérieure;

P = la productivité des cultures (mesurée en quantité d'énergie d'un biocarburant ou d'un bioliquide par unité de surface par an); et

e_{B-} = le bonus de 29 gCO_{2eq}/MJ de biocarburants ou de bioliquides si la biomasse est obtenue à partir de terres dégradées restaurées dans les conditions prévues au point 8.

⁽¹⁾ Le quotient obtenu en divisant le poids moléculaire du CO₂ (44,010 g/mol) par le poids moléculaire du carbone (12,011 g/mol) est égal à 3,664."

⁽²⁾ Telles qu'elles sont définies par le GIEC."

⁽³⁾ On entend par cultures pérennes les cultures pluriannuelles dont la tige n'est pas récoltée chaque année, telles que les taillis à rotation rapide et les palmiers à huile. ».

Art. 5. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie,

Ch. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204521]

13. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2014, Artikel 38 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, und Artikel 39, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2014 und vom 11. März 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der am 8. Mai 2017 abgegebenen Stellungnahme der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" (CWaPE));

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten und am 8. Juni 2017 verabschiedeten Berichts;

Aufgrund des am 5. Juli 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 61666/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 3. April 2017 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. *1bis* - Durch den vorliegenden Erlass wird, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Richtlinie (EU) 2015/1513 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 zur Änderung der Richtlinie 98/70/EG über die Qualität von Otto- und Dieseldieselkraftstoffen und zur Änderung der Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Definitionen eingeführt:

22° "Reststoff aus der Verarbeitung": ein Stoff, der kein Endprodukt ist, dessen Herstellung durch den Produktionsprozess unmittelbar angestrebt wird; er stellt nicht das primäre Ziel des Produktionsprozesses dar, und der Prozess wurde nicht absichtlich geändert, um ihn zu produzieren;

23° "Reststoffe aus Landwirtschaft, Aquakultur, Fischerei und Forstwirtschaft": Reststoffe, die unmittelbar in der Landwirtschaft, Aquakultur, Fischerei und Forstwirtschaft entstanden sind; sie umfassen keine Reststoffe aus damit verbundenen Wirtschaftszweigen oder aus der Verarbeitung.

Art. 3 - In Artikel 17/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Die Minderung von Treibhausgasemissionen als Ergebnis der Verwendung flüssiger Biobrennstoffe durch einen Grünstromerzeuger beträgt wenigstens 60 Prozent für die flüssigen Biobrennstoffe, die in Anlagen hergestellt werden, die den Betrieb nach dem 5. Oktober 2015 aufnehmen. Es wird davon ausgegangen, dass eine Anlage zur Herstellung von Biokraftstoffen oder flüssigen Biobrennstoffen in Betrieb ist, wenn die physische Herstellung von Biokraftstoffen oder flüssigen Biobrennstoffen erfolgt ist.

Für die Zwecke des Absatzes 1 gilt im Fall von Anlagen zur Herstellung von Biokraftstoffen oder flüssigen Biobrennstoffen, die am 5. Oktober 2015 oder davor in Betrieb waren, dass die flüssigen Biobrennstoffe bis zum 31. Dezember 2017 eine Treibhausgasemissionseinsparung von mindestens 35 Prozent und ab dem 1. Januar 2018 von mindestens 50 Prozent erzielen müssen.”;

2° Paragraph 3 wird aufgehoben.

Art. 4 - In Anhang 3 desselben Erlasses wird in Teil C Nummer 7 durch Folgendes ersetzt:

“7 Die auf Jahresbasis umgerechneten Emissionen aus Kohlenstoffbestandsänderungen infolge von Landnutzungsänderungen (el) werden durch gleichmäßige Verteilung der Gesamtemissionen über zwanzig Jahre berechnet. Diese Emissionen werden wie folgt berechnet:

$$e_1 = (CS_R - CS_A) 3,664 \frac{1}{20} \frac{1}{P} - e_{B-} \text{ (1)}$$

wobei

E_1 = auf das Jahr umgerechnete Treibhausgasemissionen aus Kohlenstoffbestandsänderungen infolge von Landnutzungsänderungen (gemessen als Masse (Gramm) an CO₂-Äquivalent pro Energieeinheit (Megajoule) Biokraftstoff oder flüssiger Biobrennstoff). “Kulturflächen” (2) und “Dauerkulturen” (3) sind als eine einzige Landnutzungsart zu betrachten;

CS_R = der mit der Referenzlandnutzung verbundene Kohlenstoffbestand pro Flächeneinheit (gemessen als Masse (Tonnen) an Kohlenstoff pro Flächeneinheit einschließlich Boden und Vegetation). Die Referenzlandnutzung ist die Landnutzung im Januar 2008 oder 20 Jahre vor der Gewinnung des Rohstoffes, je nachdem, welcher Zeitpunkt der spätere ist;

CS_A = der mit der tatsächlichen Landnutzung verbundene Kohlenstoffbestand pro Flächeneinheit (gemessen als Masse (Tonnen) an Kohlenstoff pro Flächeneinheit einschließlich Boden und Vegetation). Wenn sich der Kohlenstoffbestand über mehr als ein Jahr akkumuliert, gilt als CS_A -Wert der geschätzte Kohlenstoffbestand pro Flächeneinheit nach 20 Jahren oder zum Zeitpunkt der Reife der Pflanzen, je nachdem, welcher Zeitpunkt der frühere ist;

P = die Pflanzenproduktivität (gemessen als Energie des Biokraftstoffs oder flüssigen Biobrennstoffs pro Flächeneinheit pro Jahr); und

e_B = Bonus von 29 gCO₂eq/MJ Biokraftstoff oder flüssiger Biobrennstoff, wenn die Biomasse unter den in Nummer 8 genannten Bedingungen auf wiederhergestellten degradierten Flächen gewonnen wird.

(1) Der durch Division des Molekulargewichts von CO₂ (44,010 g/mol) durch das Molekulargewicht von Kohlenstoff (12,011 g/mol) gewonnene Quotient ist gleich 3,664.”

(2) Kulturflächen im Sinne der Definition des IPCC.”

(3) Dauerkulturen sind definiert als mehrjährige Kulturpflanzen, deren Stiel normalerweise nicht jährlich geerntet wird (z. B. Niederwald mit Kurzumtrieb und Ölpalmen).”

Art. 5 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

Ch. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204521]

13 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, en 39, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014 en 11 maart 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies van de “ Commission wallonne pour l’Energie ” (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 8 mei 2017;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen aangenomen op 8 juni 2017;

Gelet op het advies nr. 61666/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 3 april 2017;

Op de voordracht van de Minister van Energie,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling wordt een artikel *1bis* toegevoegd, luidend als volgt:

"Art. *1bis*. Richtlijn (EU) 2015/1513 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 tot wijziging van Richtlijn 98/70/EG betreffende de kwaliteit van benzine en dieselbrandstof en tot wijziging van Richtlijn 2009/28/EG ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de twee volgende begripsomschrijvingen ingediend :

22° "procesresidu": een stof die niet het eindproduct (de eindproducten) vormt waarop een productieproces rechtstreeks is gericht; het vormt geen hoofddoel van het productieproces en het proces is niet opzettelijk gewijzigd om het te produceren;

23° "van landbouw, aquacultuur, visserij of bosbouw afkomstige residuen": residuen die rechtstreeks afkomstig zijn uit de landbouw, de aquacultuur, de visserij en de bosbouw, doch met uitsluiting van residuen van aanverwante bedrijfstakken of van verwerking.

Art. 3. In artikel 17/2 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De broeikasgasemissiereductie ten gevolge van het gebruik door een producent van groene elektriciteit van vloeibare biomassa bedraagt minstens 60 % voor vloeibare biomassa die wordt geproduceerd in installaties die operationeel worden na 5 oktober 2015. Een installatie van biobrandstoffen en vloeibare biomassa wordt geacht operationeel te zijn wanneer de fysieke productie van biobrandstoffen of vloeibare biomassa plaatsvindt.

In het geval van installaties van biobrandstoffen en vloeibare biomassa die operationeel waren op of vóór 5 oktober 2015, bedraagt, om voor de in lid 1 bedoelde doeleinden in aanmerking te komen, de broeikasgasemissiereductie ten gevolge van het gebruik van vloeibare biomassa minstens 35 % tot en met 31 december 2017 en minstens 50 % vanaf 1 januari 2018."

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 4. In Deel C van bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt punt 7 vervangen door wat volgt:

"Op jaarbasis berekende emissies uit wijzigingen van koolstofvoorraden door veranderingen in het landgebruik (el) worden berekend door de totale emissies te delen door 20 jaar. Voor de berekening van deze emissies wordt de volgende regel toegepast:

$$e_1 = (CS_R - CS_A) \times 3,664 \times 1/20 \times 1/P - e_B, \text{ } ^{(1)}$$

waarin

e_1 = op jaarbasis berekende broeikasgasemissies ten gevolge van wijzigingen van koolstofvoorraden door veranderingen in het landgebruik (gemeten als massa (gram) CO₂-equivalent per eenheid energie uit biobrandstoffen (megajoule). "Akkerland" en "land voor vaste gewasse" ⁽³⁾ worden beschouwd als één landgebruik;

CS_R = de koolstofvoorraad per landeenheid van het referentielandgebruik (gemeten als massa koolstof per landeenheid, inclusief bodem en vegetatie). Het referentielandgebruik is het landgebruik op het laatste van de volgende twee tijdstippen: in januari 2008 of 20 jaar vóór het verkrijgen van de grondstoffen;

CS_A = de koolstofvoorraad per landeenheid van het werkelijke landgebruik (gemeten als massa (ton) koolstof per landeenheid, inclusief bodem en vegetatie).. Wanneer de vorming van de koolstofvoorraad zich over een periode van meer dan één jaar uitstrekt, is de aan CS_A toegekende waarde de geraamde voorraad per landeenheid na twintig jaar of wanneer het gewas tot volle wasdom komt, als dat eerder is;

P = de productiviteit van het gewas (meten als energie van de biobrandstof of vloeibare biomassa per landeenheid per jaar); en

e_B = bonus van 29 gCO_{2,eq}/MJ voor biobrandstoffen of vloeibare biomassa indien de biomassa afkomstig is van hersteld aangetast land, mits aan de in punt 8 gestelde voorwaarden is voldaan.

⁽¹⁾ De quotiënt verkregen na deling van het moleculaire gewicht van de CO₂ (44,010 g/mol) door het moleculaire gewicht van de koolstof (12,011 g/mol) is gelijk aan 3,664."

⁽²⁾ Akkerland als gedefinieerd door het IPCC."

⁽³⁾ Vaste gewassen worden gedefinieerd als meerjarige gewassen waarvan de stam gewoonlijk niet jaarlijks wordt geoogst, zoals hakhout met een korte omlooptijd en oliepalm."

Art. 5. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

Ch. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204516]

20 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Fernelmont

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Fernelmont du 23 février 2017 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 12 mai 2017;